

Questions orales  
LES TEMPÊTES

DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE EN FAVEUR DES SINISTRÉS  
RIVERAINS DU LAC ÉRIÉ

**M. William Knowles (Norfolk-Haldimand):** Monsieur l'Orateur, ma question découle d'une question précédente au sujet de la violente tempête sur les Grands lacs, et elle s'adresse au ministre de l'Environnement. Plus précisément, elle concerne les dégâts sans précédent causés par la tempête sur la rive nord du lac Érié. J'aimerais demander au ministre si le gouvernement a songé à demander au gouvernement ontarien, qui fait l'expertise des dégâts, de désigner la côte nord comme région sinistrée, afin que les particuliers, les localités et les petites entreprises qui ont subi de lourdes pertes puissent demander de l'aide au gouvernement fédéral.

**L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement):** Monsieur l'Orateur, le ministère n'a pas pris cette initiative parce qu'elle est du ressort du gouvernement de l'Ontario.

\* \* \*

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES AU CHILI—LES INTENTIONS  
DU GOUVERNEMENT CANADIEN

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle concerne les nouvelles publiées ces derniers jours au sujet de la grave persécution de catholiques au Chili, de l'arrestation de prêtres et de religieuses et de la très récente détention à domicile du cardinal DeSilva, chef de l'Église catholique chilienne. Si je ne m'abuse, le ministre a reçu un télégramme d'appui envoyé par la Conférence catholique canadienne à l'Église chilienne, et je me demande s'il a pu se renseigner sur la détérioration de la situation au Chili et le nombre croissant d'arrestations parmi les catholiques chiliens.

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'ai demandé qu'on fasse enquête sur la situation actuelle au Chili. Je n'ai pas encore reçu de rapport complet à ce sujet et j'aimerais attendre d'en avoir reçu un pour répondre à la question.

**M. MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, étant donné que la situation semble s'être considérablement détériorée depuis la présentation aux Nations Unies du rapport spécial sur les droits de l'homme au Chili, le 7 septembre, le ministre peut-il dire s'il a d'autres sources de renseignements que l'ambassade du Canada à Santiago, vu les difficultés que nous avons éprouvées dans le passé à obtenir tous les faits?

**M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, nous avons d'autres sources de renseignements.

[M. Gillespie.]

L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

L'OFFRE D'ACQUISITION DE WESTINGHOUSE CANADA PAR  
WHITE CONSOLIDATED INDUSTRIES—LES INTENTIONS DU  
GOUVERNEMENT

**M. Bill Kempling (Halton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Vu les derniers événements de l'affaire mettant en présence la Westinghouse Canada et la White Consolidated Industries, de Cleveland (Ohio) à propos de l'utilisation du nom et de la marque Westinghouse, et étant donnée que le gouvernement est signataire du traité de Paris par lequel, sauf erreur, nous avons convenu de considérer les marques de commerce et brevets étrangers de la même manière que les instruments canadiens de même nature, et comme nous tentons d'obtenir un libre-échange plus grand aux négociations du GATT, le ministre conviendrait-il que le gouvernement doit respecter l'esprit et la lettre de ses engagements internationaux? Dans le cas présent, ne devrait-il pas annuler la décision de l'Agence d'examen de l'investissement étranger et permettre l'acquisition de la division des appareils ménagers de Westinghouse Canada par la White Consolidated Industries?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, il est évident que, puisque les tribunaux aux États-Unis ont été saisis de cette affaire, il serait tout à fait inopportun d'indiquer au député ce que nous entendons faire. De toute manière, les candidats peuvent toujours présenter une nouvelle demande à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Ce n'est pas une chose que le gouvernement leur accorde par faveur. Pour l'instant, tout ce qui m'intéresse, c'est la protection des emplois à Hamilton. Il y a quelques minutes, le ministre du Travail m'a demandé si je voulais m'entretenir avec les représentants syndicaux à Hamilton et j'ai accepté de le faire dès que je le pourrai.

DEMANDE D'INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE DANS LE  
PROJET D'ACQUISITION DE WESTINGHOUSE CANADA PAR  
WHITE CONSOLIDATED INDUSTRIES

**M. Bill Kempling (Halton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire que je voudrais adresser au premier ministre, s'il me permet d'interrompre sa conversation. Comme toutes les parties sont d'accord pour dire que le ministre de l'Industrie et du Commerce a agi dans cette affaire avec beaucoup de compétence et de diligence mais que l'affaire se résume à l'interprétation des accords internationaux face à une politique nationale, le premier ministre voudrait-il examiner la question de toute urgence et tenter de voir si les conditions et le respect du traité de Paris l'emportent sur une décision de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, et intervenir pour régler cette grave question le plus rapidement possible, car les emplois de 2,800 personnes sont en jeu, sans compter le sort d'une ancienne entreprise rentable?

● (1440)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je tiendrai certes compte de la suggestion du député et je suis sûrement d'accord avec lui pour ce qui est des grands talents du ministre de l'Industrie et du Commerce. Il est probable que même mon bureau n'aurait pu mieux faire que lui.